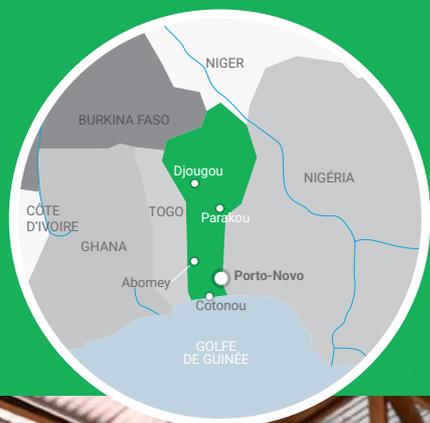


L'AFD ET

L'éducation secondaire et la formation technique et professionnelle au Bénin



© Stéphane BRABANT / AFD

6 projets

en exécution

83,7 millions

d'euros engagés depuis 2015

85 000 jeunes

bénéficiant d'une éducation de base et
d'une formation professionnelle et
technique de qualité

L'AFD appuie la généralisation de l'éducation secondaire, en particulier pour les filles mais aussi le développement d'une formation professionnelle adaptée aux besoins de l'économie pour permettre une meilleure insertion des jeunes béninois dans le monde du travail. Ces enjeux constituent des objectifs prioritaires du Programme d'Actions du Gouvernement du Bénin (PAG) 2021-2026.

#MondeEnCommun

NOTRE ACTION DANS L'ÉDUCATION SECONDAIRE ET LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU Bénin

1

Développer l'accès à une éducation de qualité, en particulier pour les jeunes filles

La population béninoise est jeune et en forte croissance. L'accès à une éducation de qualité et à l'emploi est l'un des principaux défis que le Bénin doit relever.

L'AFD soutient l'universalisation de l'accès à l'éducation de base, en particulier au collège, pour permettre l'acquisition des compétences fondamentales au plus grand nombre. Plus d'un millier de salles de classes sont ainsi construites et équipées, grâce aux projets d'Appui à l'Enseignement Secondaire (PAESB, 10 millions d'euros) et de Soutien à l'Enseignement Secondaire au Bénin (SENS, 16 millions d'euros).

Ces projets visent également à améliorer la qualité des enseignements, à travers :

- le renforcement des capacités des équipes de direction et d'encadrement pédagogique de tous les collèges publics (plus de 3 000 directeurs, conseillers pédagogiques, animateurs d'établissement et inspecteurs de collège) ;
- la formation des enseignants ;
- la promotion des matières scientifiques (Plan Sciences).

Les interventions financées par l'AFD contribuent aussi à améliorer le pilotage et la gestion du système éducatif, notamment en gestion des ressources humaines, maintenance des bâtiments, information sur la qualité des apprentissages, financement du secteur.

L'accès et le maintien des filles à l'école fait l'objet d'une attention particulière, dans chacun de nos projets et plus singulièrement dans des projets dédiés comme celui mené dans 12 communes rurales de l'Atacora, l'Alibori et de la Donga avec l'ONG Plan International.

2

Renforcer l'employabilité des jeunes

L'offre de formation professionnelle et technique reste sous-dimensionnée et peu adaptée aux besoins de l'économie. L'AFD, en soutenant l'élaboration de la Stratégie nationale de l'enseignement et la formation technique et professionnelle en lien avec l'emploi, contribue au développement d'une offre de formation diversifiée et de qualité, adaptée aux besoins de l'économie dans les secteurs créateurs d'emploi.

Dans le secteur informel, le Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Insertion des Jeunes (AFPIJE, 4 millions d'euros) a permis la formation de 1 000 maîtres artisans, l'ouverture de nouvelles filières de formation et l'accompagnement de 1 200 jeunes vers l'emploi et la consolidation des apprentissages dans l'économie informelle à travers l'amélioration des certifications de qualifications professionnelles (CQP).

Dans le secteur formel, nous finançons avec les projets de Développement de la Formation et de l'Insertion Professionnelles dans les secteurs agricoles, ruraux et des BTP (DEFI-PRO, 23 millions d'euros ; ProFAR I, 20 millions d'euros) la réhabilitation, la construction et l'équipement de 4 lycées techniques et de 3 centres de formation professionnelle et d'apprentissage au profit de filières prioritaires. L'accent est également mis sur la formation des formateurs, l'attractivité et l'orientation vers les filières de formation professionnelle, et la mise en réseau des structures d'apprentissage de référence avec les entreprises de leur territoire. Un appui particulier est apporté dans l'ingénierie de la formation (initiale et continue) destinée à l'ouverture sociale des établissements de formations techniques via l'adaptation des Certifications de Qualifications Professionnelles à l'agriculture et la création de fonds d'appui à l'insertion des jeunes en lien avec la stratégie territoriale de l'insertion/emploi/entrepreneuriat des jeunes.

Nous cofinançons aussi avec la Banque mondiale, le programme CEA Impact d'appui à l'enseignement supérieur dans 3 centres d'excellence : l'Institut National de l'Eau, l'Ecole Polytechnique et le Centre de mathématiques appliqués de Porto Novo.